

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 121

16 janvier 2015

### SOMMAIRE

AAC Capital 2005 Lux Sàrl .....	5762	Champrosay Holding S.A. ....	5767
Alissia S.A. ....	5764	CIEP III S.à r.l. ....	5808
Alkali Assets II, S.à r.l. ....	5772	Clownsvi B.V. ....	5768
AMR International S.à r.l. ....	5764	Concept ATS S.A. ....	5764
Annen Plus S.A. ....	5764	CORDET Carry & Co-Invest GP S.à r.l. ...	5808
APF 1 S.à r.l. ....	5766	Dalipse S.A. ....	5767
APF FinCo S.à r.l. ....	5765	Elf Investment Nominee S.à r.l. ....	5763
APF Holding Company S.à r.l. ....	5766	EUREPA DEV S.à r.l. ....	5768
APIA Real Estate S.à.r.l. ....	5766	Evergreen Holding S.à r.l. ....	5767
Beagle Investments S.A. ....	5763	Flunor S.à r.l. ....	5783
Becton Dickinson Luxembourg Finance S.à r.l. ....	5767	Future Entertainment S. à r.l. ....	5807
Becton Dickinson Luxembourg Holdings II S.à r.l. ....	5768	Garda Capital S.à r.l. ....	5780
Belvie Real Estate S.A. ....	5763	Hoist Media S.à r.l. ....	5806
Belvie Real Estate S.A. ....	5763	KFC North America S.à r.l. ....	5762
Benford & Bowles Group S.A. ....	5762	K&Kv Swiss S.à r.l. ....	5765
Bombardier Transportation Luxembourg Capital S.à r.l. ....	5764	Nautilux Shipping S.A. ....	5782
Boson Capital S.A. ....	5762	P2 German Logistics S.à r.l. ....	5801
Brabo Finance S.A. ....	5762	Seemy S.A. ....	5800
Braycott Investments S.à r.l. ....	5768	Septagon ....	5785
BRP Lux 1 S.à r.l. ....	5763	Sonora Holdings S.A. ....	5803
Café l'Ancien S.à.r.l. ....	5765	Sonora Maroc S.A. ....	5803
Café La Petite Suisse ....	5765	Sonora Mozambique S.A. ....	5803
Caloritherme S.A. ....	5765	Sparks Asset Management S.à r.l. ....	5803
CG Group S.A. ....	5766	Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA .....	5769

**AAC Capital 2005 Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 2.885.519,00.**Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 141.032.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour la société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2014202953/12.

(140226960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Brabo Finance S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 168.167.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Geert DIRKX  
*Administrateur unique*

Référence de publication: 2014203029/12.

(140226373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Boson Capital S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 165.082.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014203026/10.

(140226980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Benford & Bowles Group S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-1160 Luxembourg, 12-14, boulevard d'Avranches.  
R.C.S. Luxembourg B 177.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203021/10.

(140226586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**KFC North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 639.220.000,00.**Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 190.207.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203031/10.

(140226362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**BRP Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 115.773.

Les comptes annuels modifiés au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et remplacent la version déposée L140130720 du 25 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Décembre 2014.

*Pour BRP Lux 1 S.à r.l.*

Représentée par Christophe Gammal

*Gérant*

Référence de publication: 2014203035/14.

(140226818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Belvie Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 143.447.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203019/9.

(140226562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Belvie Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 143.447.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203018/9.

(140226561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Beagle Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 57.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203012/9.

(140227249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Elf Investment Nominee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 152.794.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2014203137/13.

(140227057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Alissia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 156.552.

---

Le bilan au 31.12.2013 et les documents y annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014202963/10.

(140226950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**AMR International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 165.083.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2014202966/14.

(140226298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Annen Plus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6850 Manternach, route de Schorenshof.

R.C.S. Luxembourg B 143.953.

---

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2014202968/10.

(140226338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Bombardier Transportation Luxembourg Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 155.114.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203004/10.

(140226748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Concept ATS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 120.958.

---

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203093/10.

(140226583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**APF FinCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.440.

Les comptes annuels non audités de la Société au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2014.

*Pour APF Finco S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014202969/15.

(140226885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Café l'Ancien S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4025 Esch-sur-Alzette, 77, rue de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 90.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203057/9.

(140226644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Café La Petite Suisse, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6310 Beaufort, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 178.372.

Par la présente, je vous notifie ma démission en tant que gérante technique de votre société CAFE LA PETITE SUISE SARL RCSB178372, avec effet immédiat.

Medernach, le 20 novembre 2014.

Madame Elisa de Jesus CABRITA MARTINS.

Référence de publication: 2014203058/10.

(140226587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Caloritherme S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3839 Schifflange, 38, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 35.076.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203060/10.

(140226948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**K&Kv Swiss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5532 Remich, 17, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 177.508.

Der Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 2013 zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203309/10.

(140227233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**APF Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 3.025.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 122.051.

Les comptes annuels de la Société au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2014.

*Pour APF Holding Company S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014202970/15.

(140226902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**APF 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 122.050.

Les comptes annuels de la Société au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2014.

*Pour APF 1 S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014202971/15.

(140226865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**CG Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.995.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203074/9.

(140227336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**APIA Real Estate S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.568.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.826.

Par résolutions prises en date du 13 novembre 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat;

2. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014202973/15.

(140226860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Becton Dickinson Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.446.257,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 163.996.

—  
EXTRAIT

La société a pris connaissance du changement d'adresse professionnelle de sa gérante, Madame Julie Arnold, à savoir:  
28, rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014202990/15.

(140226781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Dalipse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.273.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg en date du 15 décembre 2014*

1. Nomination de Mme Isabelle Schul, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal en tant que Président du Conseil d'Administration, jusqu'à l'échéance de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale de 2018.

2. Transfert du siège social de la société du 412F, route d'Esch, 2086 Luxembourg au 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

*Pour extrait sincère et conforme*

*DALIPSE S.A.*

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2014203122/17.

(140226920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Evergreen Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 16.036,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 191.546.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 10 décembre 2014*

L'associé unique de la société a nommé Monsieur Arnold Louis SPRUIT, né le 13 octobre 1971 à Wimbledon, Royaume-Uni, demeurant à 15a rue Langheck, 5410 Beyren, Luxembourg, aux fonctions de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203150/13.

(140226866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Champrosay Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 112.808.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203075/9.

(140227323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Becton Dickinson Luxembourg Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 11.142.317,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 163.007.

—  
EXTRAIT

La société a pris connaissance du changement d'adresse professionnelle de sa gérante, Madame Julie Arnold, à savoir:  
28, rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014202991/15.

(140226783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Braycott Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 154.126.

—  
En date du 7 Octobre 2014, Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 7 Octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 Décembre 2014.

*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Salvatore Rosato

*Mandataire*

Référence de publication: 2014203006/15.

(140226563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Clownsvi B.V., Société à responsabilité limitée.**

Siège de direction effectif: L-1331 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 134.642.

—  
*Extrait des décisions prises par les résolutions circulaires du conseil de gérance en date du 17 décembre 2014*

Le siège de direction effectif a été transféré du L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veuillez prendre note que le numéro R.C.S. de l'associé unique, Orca S.à r.l. est B113.356, et non B11356.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour Clownsvi B.V.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014203051/15.

(140226410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**EUREPA DEV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 173.905.

—  
Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203176/9.

(140226601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---



## Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.468.

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de mai.

par-devant nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA», une société en commandite par actions, ayant son siège social au 46A Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.468 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 29 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2602 du 14 novembre 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire en date du 1<sup>er</sup> février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2470 en date du 4 octobre 2012.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur François-Xavier LANES, employé privé, domicilié professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur François-Xavier LANES, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

### *Ordre du jour*

1 Instauration d'un capital autorisé s'élevant à un montant de trente-cinq millions six cent quarante mille dix euros (EUR 35.640.010,-) représenté par trois millions cinq cent soixante-quatre mille (3.564.000 Actions de classe A et une (1) Action de Classe B, ayant chacune une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-), avec pouvoir à l'Associé-Gérant-Commandité pour réaliser des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé pour une période de cinq ans prenant fin le 30 mai 2019 et notamment autorisation donnée à l'Associé-Gérant-Commandité afin de supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux anciens actionnaires par rapport à la réalisation du capital autorisé, sur base du rapport de l'Associé-Gérant-Commandité à l'assemblée établi en application de l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;

2 Modification subséquente des articles 6.4, et 6.5 des statuts de la Société, afin de refléter l'adoption du point 1. de l'ordre du jour.

3 Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que 87,55 % du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués, les actionnaires absents ont été formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'instaurer un capital autorisé s'élevant à un montant de trente-cinq millions six cent quarante mille dix euros (EUR 35.640.010,-) représenté par trois millions cinq cent soixante-quatre mille (3.564.000) Actions de classe A et une (1) Action de Classe B, ayant chacune une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-), avec pouvoir à l'Associé-Gérant-Commandité pour réaliser des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé pour une période de cinq ans prenant fin le 30 mai 2019,

et plus particulièrement d'autoriser l'Associé-Gérant-Commandité de supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux anciens actionnaires par rapport à la réalisation du capital autorisé, sur base du rapport de l'Associé-Gérant-Commandité à l'assemblée établi en application de l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée, lequel rapport reste annexé au présent acte après avoir été signé «ne varietur» par toutes les parties comparantes et le notaire soussigné.

### Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier les articles 6.4. et 6.5 des statuts de la Société pour refléter la résolution ci-dessus.

Lesdits articles auront la teneur suivante:

« **6.4.** Le capital social autorisé de la Société est fixé à trente-cinq millions six cent quarante mille et dix Euros (EUR 35.640.010), représenté par trois millions cinq cent soixante-quatre mille (3.564.000) Actions de Classe A et une (1) Action de Classe B, ayant chacune une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-).

**6.5.** L'Associé-Gérant-Commandité est autorisé, pendant une période de 5 (cinq) ans à partir du 30 mai 2014:

à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission.

L'Associé-Gérant-Commandité est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

L'Associé-Gérant-Commandité peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que l'Associé-Gérant-Commandité aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

### Frais

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille quatre cents Euros (€ 1.400.-).

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle le français et l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au détenteur de la procuration des parties comparantes, il a signé le présent acte avec le notaire.

### Suit la traduction en anglais du texte qui précède

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of May.

before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA, a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under B 132.468 (the "Company"), incorporated by deed of the undersigned notary of 29 August 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2602 of 14 November 2007. The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary of 1 February 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2470 of 4 October 2012.

The meeting was declared open with Mister François-Xavier LANES, private employee, with professional address in L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F.Kennedy, in the chair, who appointed as secretary Mister Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The meeting elected as scrutineer Mister François-Xavier LANES, prenamed.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

### Agenda

1 To introduce an authorised capital for an amount of thirty-five million six hundred forty thousand and ten euros (EUR 35,640,010.-) represented by three million five hundred sixtyfour thousand (3,564,000) Class A Shares and one (1) Class B Share, having a par value of ten Euro (EUR 10.-) each, with the authority given to the General Partner to realize share capital increases within the authorised capital for a period of five years ending on 30 May 2019.

And especially authorization given to the General Partner to waive or limit the actual shareholders' preferential subscription rights during the Subscription Period, based on the report established by the General Partner for the assembly according to article 32-3 (5) of the Companies Law dated 10 August 1915 as modified..

2 Subsequent amendment of articles 6.4. and 6.5 to the Articles of Incorporation, in order to reflect the decision taken under item 1. of the present agenda.

3 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list, this attendance-list signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That 87,55 % of the corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened, the absent shareholders have been duly convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting of shareholders resolved to introduce an authorised capital for an amount of thirty-five million six hundred forty thousand and ten euros (EUR 35,640,010.-) represented by three million five hundred sixty-four thousand (3,564,000) Class A Shares and one (1) Class B Share, having a par value of ten Euro (EUR 10.-) each, with the authority given to the General Partner to realize share capital increases within the authorised capital for a period of five years ending on 30 May 2019,

and especially to authorize the General Partner to waive or limit the actual shareholders' preferential subscription rights during the Subscription Period, based on the report established by the General Partner for the assembly according to article 32-3 (5) of the Companies Law dated 10 August 1915 as modified, which report will after having been signed «ne varietur» by the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed.

*Second resolution*

The general meeting of shareholders resolved to amend articles 6.4. and 6.5. to the Articles of Incorporation which will have the following wording:

“ **6.4.** The authorised share capital of the Partnership is set at thirty-five million six hundred forty thousand and ten Euro (EUR 35,640,010), represented by three million five hundred sixty-four thousand (3,564,000) Class A Shares and one (1) Class B Share, having a par value of ten Euro (EUR 10.-) each.

**6.5.** The General Partner is authorised for a period of 5 (five years) starting on 30 May 2019:

to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issuance premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the Company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issuance premiums.

The General Partner is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The General Partner may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the General Partner, the present article is, as a consequence, to be adjusted.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks French and English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by an English on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the French text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: F.-X. Lanes, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 juin 2014. Relation: LAC/2014/26466. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205071/173.

(140228779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

### **Alkali Assets II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 192.917.

#### — STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the eleventh day of December.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

"D.E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C.", a company incorporated under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, registered with the Division of Corporations of Delaware, under number 5382868

Duly represented by Ms Laura AUDIA, employee, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in the above capacity, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is established as follows:

**Art. 1. Form.** A société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the "Company") governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), is hereby established by the founding shareholder.

The Company may at any time have one or several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares, subject to the provisions of the law and the Articles of Incorporation.

**Art. 2. Corporate name.** The Company will exist under the corporate name of "Alkali Assets II, S.à r.l.", société à responsabilité limitée.

**Art. 3. Corporate objects.** The purposes for which the Company is formed are all operations or transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any companies or enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, financial instruments, bonds, treasury bills, equity participation, stocks and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may also enter into the following transactions (it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as regulated activity of the financial sector):

- to grant every assistance and any financial support, whether by way of loans, advances or otherwise to its direct and indirect subsidiaries affiliates and/or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial and/or entities belonging to its Group, the Group being referred to as the group of companies which includes the direct and indirect shareholders of the Company as well as their direct and indirect subsidiaries;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present and future) or by all or any such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of its direct and indirect subsidiaries, affiliates and/or entities belonging to its Group, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg laws.

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

The Company may invest in real estate that is exclusively used for investment purposes and not for the own use of the Company.

In general, the Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever, which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the manager(s).

The manager(s) may establish subsidiaries and branches in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Capital.** The capital is set at TWENTY-FIVE THOUSAND US DOLLAR (USD 25,000.-), and is represented by ONE THOUSAND (1,000) shares of a par value of TWENTY-FIVE US DOLLAR (USD 25.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s).

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

All shares will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

**Art. 7. Changes to the capital.** The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law regarding commercial companies.

**Art. 8. Rights and duties attached to the shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

**Art. 9. Indivisibility of shares.** Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

**Art. 10. Transfer of shares.** Shares are freely transferable among shareholders. The share transfer inter vivos to non shareholders is subject to the consent of at least seventy-five per cent (75%) of the Company's capital. In case of death of a shareholder, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of no less than seventy-five per cent (75%) of the votes of the surviving shareholders. In any event the remaining shareholders have preemption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non shareholder.

**Art. 11. Formalities.** The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

**Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder.** The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

**Art. 13. Managers.** The Company is managed by one or more manager(s), who need not be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for a limited or an unlimited period.

Managers are eligible for reelection. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a single majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

If more than one manager is appointed, the managers shall form a board of managers and articles 14, 15 and 16 shall apply.

**Art. 14. Bureau.** The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

**Art. 15. Meetings of the board of managers.** Meetings of the board of managers are called by any manager. The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if any two of its members are present or represented. Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or e-mail.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting. A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

**Art. 16. Minutes - Resolutions.** All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by at least two managers or in circular resolutions as provided in the preceding paragraph. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

**Art. 17. Powers.** The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposal in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

**Art. 18. Delegation of powers.** The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointment at any time.

**Art. 19. Representation of the Company.** The Company shall be bound towards third parties by (i) the sole signature of any of the managers and (ii) the sole signature or the joint signature of any persons to whom the daily management of the Company has been delegated by the managers, within the limits of such powers.

**Art. 20. Events affecting the managers.** The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

**Art. 21. Liability of the managers.** No manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. A manager is only liable for the performance of his duties.

**Art. 22. Decisions of the shareholders.**

1. If the Company has only one shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915 are not applicable in such a situation.

2. If the Company has more than one shareholder, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which has been sent by the manager(s) to the shareholders by registered mail.

In the latter case, the shareholders are under the obligation to cast their written vote and mail it to the Company, within fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

If the Company has more than one shareholder, no decision may validly be taken, unless it is approved by shareholders representing together at least one half of the corporate capital. All amendments to the Articles of Incorporation have to be approved by a majority of shareholders representing together at least three quarters of the corporate capital.

**Art. 23. Minutes.** The decisions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the manager(s) at the registered office of the Company. The powers-of-attorney are attached to the minutes.

**Art. 24. Financial year.** The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty first day of December of each year.

**Art. 25. Financial statements - Statutory auditor.** Each year, on the last day of the financial year, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to the shareholders, as the case may be, for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company pursuant to article 198 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Should the Company have more than twenty-five shareholders, or otherwise as required by law, the general meeting of shareholders shall appoint a statutory auditor as provided in article 200 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. In all other cases, the general meeting of shareholders is free to appoint a statutory auditor or an external auditor at its discretion.

**Art. 26. Allocation of profits.** Five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when and as long as the reserve amounts to ten percent of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be. The manager(s) may decide on the declaration and payment of interim dividends.

**Art. 27. Dissolution - liquidation.** In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders or not, appointed by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

**Art. 28. Matters not provided.** All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.

#### *Subscription and payment*

All the ONE THOUSAND (1,000) shares have been fully subscribed and entirely paid up in cash as follows:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares
D.E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C. . . . . .	USD 25,000.-	1,000
Total . . . . .	USD 25,000.-	1,000

The amount of TWENTY FIVE THOUSAND US DOLLAR (USD 25,000.-) is thus as from now being made available to the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

#### *Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *Transitory provision*

The first financial year starts on this date and ends on 31 December 2014.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euros.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

The founding shareholder, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to adopt the following resolutions as sole shareholder of the Company pursuant to article 200-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended:

I. Resolved to set at two (2) the number of managers and further resolved to appoint the following as managers for an undetermined period and with immediate effect:

a) Mr. Godfrey ABEL, born on July 2, 1960 in, Brixworth, United Kingdom with professional address at 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg; and

b) "D. E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C.", a company incorporated under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, registered with the Division of Corporations of Delaware, under number 0668258.

The manager will be entrusted with the powers set forth in article 19 of the Articles of Incorporation and the Company is bound towards third parties by the sole signature of any of the managers.

II. The registered office of the Company shall be set at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Whereof the present deed has been drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English followed by a French version; and that in case of any differences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, that person signed this original deed together with, the undersigned notary.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

«D. E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C.», une société constituée selon le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, enregistrée auprès de la Division des Sociétés du Delaware, sous le numéro 5382868,

dûment représentée par Madame Laura AUDIA, employée privée, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Cette procuration, signée par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il est constitué comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé par le comparant ci-avant une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles, sous réserve des dispositions de la loi et des Statuts.

**Art. 2. Dénomination.** La Société prend la dénomination sociale de «Alkali Assets II, S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

**Art. 3. Objet.** La société a pour objet toutes opérations ou transactions permettant directement ou indirectement la prise de participations dans toute société ou entreprise de quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes (étant entendu qu'elle n'entrera dans aucune opération qui aurait pour conséquence de l'engager dans une activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier):

- apporter toute assistance ou soutien financier, que ce soit sous forme de prêts, d'avances ou autrement à ses filiales directes et indirectes, aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, aux sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe, c'est-à-dire au groupe de sociétés comprenant les associés directs et indirects de la Société ainsi que de leurs filiales directes ou indirectes;

- accorder toute garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de ses filiales directes et indirectes, des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou encore des sociétés liées ou entités appartenant à son Groupe dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;



La Société pourra investir dans des opérations immobilières uniquement à des fins d'investissement et non par pour l'utilisation personnelle de la société.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution des associés, selon le cas.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans la commune de Luxembourg en vertu d'une décision des gérants.

Le(s) gérant(s) pourra(ont) établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

**Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à VINGT-CINQ MILLE US DOLLAR (25.000,-USD), représenté par MILLE (1.000) parts sociales d'une valeur de VINGT-CINQ US DOLLAR (25.- USD) chacune.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés, selon le cas.

La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Toutes les parts sociales donnent droit à des droits égaux.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

**Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, pour quelques raisons que ce soient, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

**Art. 9. Indivisibilité des parts sociales.** Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun désigné parmi eux ou en dehors d'eux.

**Art. 10. Cession de parts sociales.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

**Art. 11. Formalités.** La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

**Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé.** L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 13. Gérance.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée déterminée ou indéterminée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du (des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Si plus d'un gérant est nommé, les gérants formeront un conseil de gérance et les articles 14, 15 et 16 trouveront à s'appliquer.

**Art. 14. Bureau.** Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire et d'autres mandataires sociaux, associés ou non associés.

**Art. 15. Réunions du conseil de gérance.** Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnés dans la convocation.

Le conseil peut valablement délibérer lorsqu'au moins deux de ses membres sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le(s) associé(s) devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

**Art. 16. Procès verbaux - Décisions.** Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par au moins deux gérants ou dans des résolutions circulaires comme prévu à l'alinéa qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux. Les copies et extraits de ces procès verbaux seront signés par le président.

Ces procès verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

**Art. 17. Pouvoirs.** Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil.

**Art. 18. Délégation de pouvoirs.** Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut/peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

**Art. 19. Représentation de la Société.** Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par (i) la seule signature d'un des gérants et (ii) par la signature individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui les pouvoirs de signature ont été délégués par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 20. Événements affectant la gérance.** Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

**Art. 21. Responsabilité de la gérance.** Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

#### **Art. 22. Décisions de l'associé ou des associés.**

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Dans ce cas, les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le(s) gérant(s) aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

En cas de pluralité d'associés, aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble au moins la moitié du capital social. Toute modification des présents statuts doit être approuvée par une majorité des associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 23. Procès-verbaux.** Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas, seront documentées par écrit et consignées dans un registre tenu par le(s) gérant(s) au siège social de la Société. Les procurations y seront annexées.

**Art. 24. Année sociale.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 25. Bilan - Conseil de surveillance.** Chaque année, le dernier jour de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le gérant dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'associé unique ou, suivant le cas, à la collectivité des associés.

Tout associé, ou son mandataire, peut prendre au siège social de la Société communication des documents comptables, conformément à l'article 198 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Lorsque la société a plus de vingt-cinq associés, ou dans les autres cas prévus par la loi, l'assemblée générale des associés doit nommer un conseil de surveillance comme prévu à l'article 200 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans tous les autres cas, l'assemblée générale des associés est libre, à sa discrétion de nommer un conseil de surveillance ou un réviseur d'entreprises.

**Art. 26. Répartition des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, la collectivité des associés. Les gérant(s) pourra (pourront) procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

**Art. 27. Dissolution - Liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 28. Dispositions générales.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

#### *Souscription et paiement*

Toutes les MILLE (1.000) parts ont été souscrites et entièrement libérées en numéraire comme suit:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales
D.E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C. . . . . .	25.000,- USD	1,000
Total . . . . .	25.000,- USD	1,000

La somme de VINGT-CINQ MILLE US DOLLAR (25.000,- USD) se trouve partant dès maintenant à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été remplies.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2015.

#### *Frais*

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à mille euros.

#### *Résolutions de l'associé unique*

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes comme associé unique de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée:

I Décide de fixer à deux (2), le nombre de gérants et décide par ailleurs de nommer comme gérants pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

a) Monsieur Godfrey ABEL, né le 2 juillet 1960 à Brixworth, Royaume Uni, ayant son adresse professionnelle au 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg; et

b) "D. E. Shaw Alkali Portfolios II, L.L.C.", une société constituée selon le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, enregistrée auprès de la Division des Sociétés du Delaware, sous le numéro 5382868.

Le gérant se voit confier les pouvoirs prévus à l'article 19 des statuts de la Société et la société est valablement engagée par la seule signature d'un des gérants.

Il Le siège social de la société est fixé au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17203. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014203789/438.

(140227789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

**Garda Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 151.880.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of December.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

GW Investments S.à r.l., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered address at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B151873,

hereby represented by Peggy Simon, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal on December 9, 2014,

which proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing company and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as said before, declared and requested the notary to act:

That the private limited company Garda Capital S.à r.l., with registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B151880 (NIN 2010 2406 304) has been incorporated by deed of the undersigned notary on the 10<sup>th</sup> of March 2010, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 805 of April 2010.

That the corporate capital is set at sixty-eight thousand, three hundred and thirty US Dollars (USD 68.330.-) represented by sixty-eight thousand, three hundred and thirty (68.330) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all attribute to GW Investments S.à r.l., prenamed.

The appearing party, represented as said before, has taken the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to increase the corporate capital by an amount of two million seven hundred fifty thousand US Dollars (USD 2.750.000.-), so as to raise it from its present amount of sixty-eight thousand, three hundred and thirty US Dollars (USD 68.330.-) to the amount of two million eight hundred eighteen thousand three hundred thirty US Dollars (USD 2.818.330.-), by issuing two million seven hundred fifty thousand (2.750.000) new shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-), having the same rights than the existing shares.

The two million seven hundred fifty thousand (2.750.000) new shares have all been subscribed by the existing shareholder and have been paid up by conversion into capital of the said amount of two million seven hundred fifty thousand US Dollars (USD 2.750.000.-), booked in the account 115.

The existence of the amount results from a balance sheet of the company from the year 2014, which balance sheet, after being signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the officiating notary, remains attached to the present deed, to be registered with it.

*Second resolution*

The sole shareholder decided to amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation to give it the following reading:

**Art. 6. Subscribed Capital. (paragraph 1).** The share capital is set at two million eight hundred eighteen thousand three hundred thirty US Dollars (USD 2.818.330.-), represented by two million eight hundred eighteen thousand three hundred thirty (2.818.330) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, represented as said before, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing company, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, he/she signed together with us, the notary, the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**A COMPARU:**

GW Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et gouvernée par les lois de Luxembourg, et ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B151873,

ici représentée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé leur délivrée en date du 9 décembre 2014,

laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée Garda Capital S.à r.l., avec siège social à 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 151880 (NIN 2010 2406 304) a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mars 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 805 du 19 avril 2010.

Que le capital social de la société s'élève au montant de soixante-huit mille trois cent trente Dollars Américains (USD 68.330.-), représenté par soixante-huit mille trois cent trente (68.330) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1.-) chacune, toutes attribuées à GW Investments S.à r.l..

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide d'augmenter le capital social à concurrence du montant de deux millions sept cent cinquante mille Dollars Américains (USD 2.750.000.-) pour le porter de son montant actuel de soixante-huit mille trois cent trente Dollars Américains (USD 68.330.-) au montant de deux millions huit cent dix-huit mille trois cent trente Dollars Américains (USD 2.818.330.-) par l'émission de deux millions sept cent cinquante mille (2.750.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1.-), jouissant des mêmes droits que les parts sociales existantes.

Les deux millions sept cent cinquante mille (2.750.000) parts sociales nouvelles ont été entièrement souscrites par l'associée existante et ont été libérées par l'associée unique par conversion en capital du montant de deux millions sept cent cinquante mille Dollars Américains (USD 2.750.000.-) comptabilisée dans le compte 115.

L'existence dudit montant résulte d'un bilan de la société de l'année 2014, lequel bilan, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte, avec lequel il sera enregistré.

*Deuxième résolution*

L'associée unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

**Art. 6. Capital Souscrit. (alinéa 1<sup>er</sup>).** Le capital social est fixé à deux millions huit cent dix-huit mille trois cent trente Dollars Américains (USD 2.818.330.-), représenté par deux millions huit cent dix-huit mille trois cent trente (2.818.330) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1.-) chacune.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2489. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204250/101.

(140228305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

### **Nautilux Shipping S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 66.114.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "NAUTILUX SHIPPING S.A.", établie et ayant son siège social à L-5960 Itzig, 33, rue de l'Horizon, constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, notaire de résidence à Remich en date du 7 septembre 1998, publié au Mémorial C numéro 826 du 12 novembre 1998, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 66114.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 20 octobre 2005, publié au Mémorial C numéro 325 du 14 février 2006

L'assemblée est présidée par Monsieur Bernard Klein demeurant professionnellement à L-2130 Luxembourg, 9, Boulevard Dr Charles Marx.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Guillaume Cornelis Van Eck, demeurant professionnellement à L-2130 Luxembourg, 9, Boulevard Dr Charles Marx.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de la société de L-5960 Itzig, 33, rue de l'Horizon à L-2130 Luxembourg, 9, Boulevard Dr Charles Marx et modification subséquente de la deuxième phrase de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

2.- Divers.

II.- Qu'il résulte d'une liste de présence que les MILLE (1.000) actions, d'une valeur nominale de TRENTE-ET-UN EUROS (EUR 31.-), représentant l'intégralité du capital social de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) sont dûment présentes ou représentées à la présente assemblée; cette liste de présence après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Résolution unique*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-5960 Itzig, 33, rue de l'Horizon, à L-2130 Luxembourg, 9, Boulevard Dr Charles Marx, et par conséquent de modifier la deuxième phrase de l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Luxembourg".

Les autres alinéas de l'article 1<sup>er</sup> des statuts restent inchangés.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: KLEIN VAN ECK, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/12/2014. Relation: EAC/2014/17529. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014204623/53.

(140227608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

**Flunor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 110.709.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the eleventh day of December.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Resolution (Luxembourg) S.C.A., SICAR, en liquidation volontaire, a société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque, governed by the laws of Luxembourg, with registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 105482,

Represented by Mrs Monique Drauth, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 10<sup>th</sup> of December 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state:

- that "FLUNOR S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office in L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, has been incorporated by a notarial deed on September 6, 2005, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 70 of January 11, 2006 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "RCS") under number B 110709, amended by a notarial deed on December 21, 2006, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 567 of April 10, 2007, (the "Company").

- that the share capital of the Company is fixed at one hundred and fifty thousand euro (150,000.- EUR) represented by one thousand five hundred (1500) shares with a par value of one hundred euro (100.- EUR) each, fully paid up;

- that the appearing party has become owner of all the shares and declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 9, 2014, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 9, 2014, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's manager is hereby granted full discharge with respect to the duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all units;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with Us notary this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

#### A COMPARU:

Resolution (Luxembourg) S.C.A., SICAR, en liquidation volontaire, une société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque, soumise au droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105482,

Ici représentée par Madame Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 10 décembre 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que FLUNOR S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, a été constituée suivant acte notarié en date du 6 septembre 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 70 du 11 janvier 2006 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 110709 et dont les statuts ont été modifié suivant acte notarié en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 567 du 10 avril 2007, («la Société»);

- que le capital social de la Société s'élève actuellement à cent cinquante mille euros (150.000,- EUR) représenté par mille cinq cents (1500) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'associé unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 9 décembre 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 9 décembre 2014 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

#### Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la mandataire de la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Drauth, GRETHEN.



Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59820. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204224/104.

(140227399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

## **Septagon, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 193.435.

### STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Marie-Christine Jaeger-Firmenich, born on 19 September 1954 in Geneva, Switzerland, with professional address at 7, Stutzhaldenstrasse, 8834 Schindellegi, Switzerland (the Sole Shareholder)

here represented by Annick Braquet,, by virtue of a proxy given by private seal.

Such proxy, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a public limited liability company (société anonyme) which is hereby incorporated.

#### **1. Art. 1. Form and name.**

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Septagon" (the Fund).

1.2 The Fund will be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these articles of incorporation (the Articles).

#### **2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-City (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Companies Act) by a resolution of the Board (as defined in article 14 au-dessous).

2.2 The Board will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a public limited liability company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

#### **3. Art. 3. Duration.**

3.1 The Fund is formed for an unlimited duration, provided that the Fund will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Sub-fund (as defined in article 5.4) if no further Sub-fund is active at that time.

3.2 The Fund may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 23.6 hereto as well as by the Companies Act.

#### **4. Art. 4. Corporate objects.**

4.1 The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its management.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Fund or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equity, bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Fund or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Fund, or any director, manager or other agent of the Fund, or any company in which the Fund or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Fund or any company belonging to the same group as the Fund;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Memorandum (as defined in article 5.4 below).

#### **5. Art. 5. Share capital.**

5.1 The capital of the Fund will be represented by fully paid up shares of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Fund pursuant to article 12.

5.2 The capital must reach one million two hundred and fifty thousand euro (EUR1,250,000) within twelve months of the date on which the Fund has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs. Thereafter the capital may not be less than this amount. Shares of a Target Sub-fund held by a Investing Sub-fund (as defined in article 20.4 au-dessous), will not be taken into account for the purpose of the calculation of the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

5.3 The initial capital of the Fund was of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares with no par value.

5.4 The Fund has an umbrella structure and the Board will set up separate portfolios of assets that represent sub-funds as defined in article 71 of the 2007 Act (the Sub-funds, each a Sub-fund), and that are formed for one or more Classes (as defined under article 5.5). Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-fund are set forth in the general section and the relevant special section of the offering document of the Fund drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum). Each Sub-fund may have its own funding, Classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Act, including, without limitation, different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) sales and redemption charge structures;
- (d) subscription and/or redemption procedures;
- (e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (f) shareholders servicing or other fees;
- (g) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class (es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest, higher performance returns, lower performance or other fees or to receive preferred returns;
- (h) marketing targets;
- (i) transfer or ownership restrictions;
- (j) reference currencies.

5.6 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.7 The Fund may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.8 Shares pertaining to a Class of shares may be further sub-divided in series of shares that will be considered for the purposes of the Companies Act as distinct categories of shares and any reference to a Class of shares in these Articles will mean, where appropriate, a reference to a particular series of such Class of shares. The specific features of any such series will be as described in the Memorandum.

5.9 The Fund is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the shareholder and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the shareholders relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there will be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.10 The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Fund will redeem all the shares in the Class(es) of shares of that Sub-fund, in accordance with article 8. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered shareholders will be duly notified in writing by a notice sent to their address as recorded in the Fund's register of shareholders. The Memorandum will indicate whether a Sub-fund is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Fund equals the total of the net assets of all the Classes of all Sub-funds.

#### **6. Art. 6. Form of shares.**

6.1 The Fund only issues shares in registered form and shares will remain in registered form.

6.2 All issued registered shares of the Fund will be registered in the register of shareholders which will be kept at the registered office of the Fund by the Fund or by one or more persons designated for this purpose by the Fund, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register will contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number and Class of registered shares held by him, the amount paid up on each share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Fund will not issue certificates for such inscription, but each shareholder will receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 Shareholders will provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

6.5 In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Fund from time to time, until another address will be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

6.6 The Fund will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Fund has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Fund. The same rule will apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

6.7 The Fund may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.8 All shares issued by the Fund may be redeemed by the Fund at the request of the shareholders or at the initiative of the Fund in accordance with, and subject to, article 8 of these Articles and the provisions of the Memorandum.

6.9 Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholders of the Fund, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Fund may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Fund.

#### **7. Art. 7. Issue of shares.**

7.1 Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may, without limitation, impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum).

7.2 Shares in Sub-funds will be issued at a subscription price set in accordance with the terms of the Memorandum. The subscription price for shares of a particular share Class of a Sub-fund is, unless otherwise set out in the Memorandum, based on the net asset value (the Net Asset Value, or NAV) per share of the respective Class plus any sales charge, if applicable and as may be adjusted by the then applicable dilution levy pursuant to the Memorandum. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

7.3 A process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.4 The Fund may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for shares.

7.5 The subscription price is payable within a period determined by the Board, which may not exceed such period of time as set out in the Memorandum from the relevant valuation date, as every such day on which the Net Asset Value per share for a given Class Sub-fund is calculated (the Valuation Day).

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The Fund may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner, unless such costs are waived by the Board in its discretion.

7.8 Applications for subscription are irrevocable, except when the calculation of the Net Asset Value has been suspended in accordance with article 13 of these Articles, and only for the duration of such suspension.

#### Investor or shareholder's default

7.9 The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the Board, any required contributions or certain other payments to the Fund, in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement or commitment to the Fund, entitles the Fund to impose on the relevant investor or shareholder the penalties determined by the Board and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

- (a) the right of the Fund to compulsorily redeem all or part of the shares of the defaulting shareholder in accordance with the provisions of the Memorandum;
  - (b) the right to require the defaulting shareholder to pay damages to the benefit of the Fund;
  - (c) the right for the Fund to retain all dividends paid (or to be paid) or other sums distributed (or to be distributed) with regard to the shares held by the defaulting shareholder;
  - (d) the right of the Fund to require the defaulting shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;
  - (e) the loss of the defaulting shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;
  - (f) the loss of the defaulting shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;
  - (g) the right of the Fund to commence legal proceedings;
  - (h) the right of the Fund to reduce or terminate the defaulting shareholder's commitment;
  - (i) the right of the other shareholders to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;
- unless such penalties are waived by the Board in its discretion.

7.10 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Fund or the shareholders may have at law or under the subscription form, Memorandum or the relevant shareholder's commitment.

#### **8. Art. 8. Redemptions of shares.** Redemption right of shareholders.

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares from the Fund, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles. Redemptions may take place over one or more redemption or Valuation Days, as specified in the Memorandum, and shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Memorandum.

8.2 Subject to the provisions of articles 12 and 13 of these Articles, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board and set in the Memorandum from the relevant Valuation Day, provided that any transfer documents have been received by the Fund.

8.3 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per share for shares of a particular Class of a Sub-fund corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class less any redemption fee, if applicable and as may be adjusted by the then applicable dilution levy pursuant to the Memorandum. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Memorandum shall govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund. The Board may impose conditions on the redemption of share, any such condition to

which the redemption of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may, in particular but without limitation, decide that redemption requests will only be processed after a prior notice period, that a lock-up period will be applicable in respect of redemption requests during which redemptions requests will not be accepted or processed, that specific redemption requests will take priority over other redemption requests (any such conditions may be applicable at the level of specific Classes, as the case may be) or that, depending on the liquidity of the relevant Sub-fund's assets, all or part of the redemption requests be rolled over to the next Valuation Day. The Board may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any Class of shares and may, in particular, decide that shares of any Class shall only be redeemed on such Valuation Days as provided for in the Memorandum.

8.5 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Memorandum, the Fund may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that shareholder's shares in the given Class.

8.6 If, in addition, on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and/or conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Fund. The portion of the non-proceeded redemptions will then be processed by priority on the Valuation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.7 The Board is authorised to make, in whole or in part, a distribution in-kind of assets of a Sub-fund to the shareholders in lieu of paying to shareholders redemption proceeds in cash subject to the terms and conditions of the Memorandum. The Board will only do so if the Board determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the shareholders of the relevant Sub-fund. Such redemption will be effected at the Net Asset Value per share of the relevant Class of the Sub-fund which the relevant shareholders are redeeming, and thus will constitute a pro rata portion of the Sub-fund's assets attributable in that Class in terms of value. The assets to be transferred to the shareholders will be determined by the Board, with regard to the practicality of transferring the assets and to the interests of the Sub-fund and continuing participants therein and to the shareholders. Shareholders may incur brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities or other assets so received in satisfaction of redemption. Payment in-kind of redemptions proceeds are subject to the redemption process provided for in the Memorandum.

8.8 All redeemed shares will be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article in each case for the duration of the suspension only.

8.10 The Fund will use all reasonable commercial efforts to satisfy redemption requests, recognising its obligation to balance such efforts with the interests of the relevant Sub-fund and the other Sub-funds as a whole and the interests of those shareholders who remain in the relevant Sub-fund and the other Sub-funds, but nothing will oblige the Fund to meet any redemption request.

Redemption of shares at the initiative of the Fund - Compulsory redemption of shares

8.11 The Fund may redeem shares of any Class and Sub-fund, on a pro rata basis among shareholders, in order to proceed to a distribution, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and as the case may be, subject to compliance with the relevant re-investment rights) as provided for each Sub-fund and/or Class in the Memorandum (if any).

8.12 The Fund may compulsorily redeem the shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, in accordance with the provisions of article 11;
- (b) in case of liquidation or merger of Sub-funds or Classes, in accordance with the provisions of article 30;
- (c) held by a shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the Board, any required contributions or certain other payments to the Fund (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its subscription document in accordance with the provisions of the Memorandum;
- (d) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription document, these Articles and the Memorandum.

#### **9. Art. 9. Conversion of shares.**

9.1 Subject to such terms and conditions as set out in the Memorandum, a shareholder may, if so provided in the Memorandum, convert all or part of its shares of a particular Class of shares of a Sub-fund into another Class of shares within the same Sub-fund or another Sub-fund.

9.2 If conversions are authorised in the Memorandum, a process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the conversion of shares in a Sub-fund or from one Sub-fund to another Sub-fund. The Board may impose conditions on the conversion of shares which will be detailed in the Memorandum. A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. A conversion fee may be incurred.

Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions, will not be paid out to shareholders.

9.3 As a rule, unless otherwise provided for in the Memorandum, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the net asset value per share prevailing on the dealing date in respect of which the redemption part of the relevant conversion request is undertaken by the relevant Sub-fund.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.5 All applications for the conversion of shares are irrevocable, unless otherwise provided for in the Memorandum.

9.6 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class of shares falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are applicable - specified by the Board in the Memorandum, the Fund may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the shareholder's shares in the given Class of shares; the acquisition part of the conversion application will remain unaffected by any additional redemption of shares.

9.7 Shares that are converted to shares of another Class of shares will be cancelled.

#### **10. Art. 10. Transfer of shares.**

10.1 The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (Transfer) of all or any part of any investor's shares in any Sub-fund is subject to the provisions of this article and the Memorandum.

10.2 No Transfer of all or any part of any investor's shares in any Sub-fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), will be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, or, based on an opinion of relevant counsel, a violation of any law or regulation of any other jurisdiction or subject the Fund, any Sub-fund or any intermediary vehicle to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Board based on an opinion of relevant counsel;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles, the Memorandum or of the relevant subscription agreement;

(c) the Transfer would result in the Fund being required to register or the shares of the Fund or any Sub-fund being subject to registration in a jurisdiction other than the Grand Duchy of Luxembourg; and

(d) it will be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) the transferee represents in a form acceptable to the Fund that such transferee is not a Restricted Person and that the proposed Transfer itself does not violate any law or regulation (including, without limitation, any securities law) applicable to him/her/it;

(ii) the transferee is (i) a Well-Informed Investor (as defined in the Memorandum) and

(ii) not a Restricted Person.

#### **11. Art. 11. Ownership restrictions.**

11.1 The Fund may restrict or prevent the ownership of shares by any person if:

(a) in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or any of its Sub-funds;

(b) it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Fund, a Sub-fund or its intermediary vehicles incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or

(ii) the Fund or a Sub-fund being required to register its shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg;

(c) it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Fund, the Board or any Sub-fund, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);

(d) such person is not a Well-Informed Investor;

(e) such person is engaged in market timing or late trading activities;

(f) such person does not comply with any request for information pursuant to the Memorandum (and, in particular, request for information under FATCA (as defined in the Memorandum)

(g) such person is a US person as defined in Regulation S under the US Securities Act and CFTC Rule 4.7 or a US resident within the meaning of the Investment Companies Act;

such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons provided that any person mentioned under item (d) will automatically be a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Fund may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any Transfer of shares where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person, whose name is entered in the register of shareholders or who seeks to register a Transfer in the register of shareholders to deliver to the Fund any information, supported by affidavit, which the Fund may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person.

11.3 If it appears that a shareholder of the Fund is a Restricted Person, the Fund will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the general meeting of shareholders of the Fund (the General Meeting); and/or

(b) retain all dividends paid and to be paid or other sums distributed and to be distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Fund that this sale was made within such period of the sending of the relevant notice as set out in the Memorandum, subject each time to the applicable restrictions on Transfer as set out in article 10; and/or

(d) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee calculated in accordance with the terms of the Memorandum or at such price as is set out in the Memorandum.

11.4 The exercise of the powers by the Fund in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Fund on the date of the purchase notification, provided that the Fund exercised the above named powers in good faith.

## **12. Art. 12. Calculation of net asset value.**

12.1 The net asset value of each Class in each Sub-fund will be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each Valuation Day.

### **12.2 Calculation of the Net Asset Value**

(a) The administrative agent of the Fund (the Administrative Agent) will under the supervision of the Board compute the Net Asset Value per Class in the relevant Sub-fund as follows: each Class participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Class of that Sub-fund on that Valuation Day. The assets of each Class will be commonly invested within a Sub-fund but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the Memorandum. A separate Net Asset Value per share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the Net Asset Value of that Class of that Sub-fund on that Valuation Day divided by the total number of shares of that Class of that Sub-fund then outstanding on that Valuation Day. If, within a Class several sub-classes have been created, the allocation rules set out above will apply similarly to these sub-classes.

(b) For the purpose of calculating the Net Asset Value per Class of a particular Sub-fund, the Net Asset Value of each Sub-fund will be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Fund which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles; less

(ii) all the liabilities of the Fund which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

(c) The total net assets of the Fund will result from the difference between the gross assets (including the market value of investments owned by the Fund and its intermediary vehicles) and the liabilities of the Fund, provided that the set up costs for the Fund and any Sub-fund will be amortised over a period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

(d) The value of the assets of the Fund will be determined as follows:

(i) securities (including shares or units in closed-ended target UCIs, as defined below) listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market or regulated market will be valued at their last available price on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be sold, as determined with prudence and in good faith by the Board;

(ii) securities (equity, debt and structured financial instruments) which are not listed on a stock exchange nor dealt on a regulated market are determined at the fair value based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently

and in good faith by the Board who may use valuation guidelines such as but not limited to: (a) in relation to venture capital & private equity type securities: the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEVCG) published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA), the Luxembourg Private Equity Association (LPEA), the Emerging Markets Private Equity Association (EMPEA) and (b) in relation to real estate securities, the European Association for Investors in Non-listed Real Estate Vehicles (INREV);

(iii) shares and units issued in an open-ended target undertaking for collective investment (UCI) that calculates a net asset value will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular offering documents of this open-ended target UCI or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the open-ended target UCI - other than the administrative agent of the open-ended target UCI) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of open-ended target UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, as of the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the open-ended target UCIs. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such open-ended target UCIs, the valuation of the shares or units issued by such open-ended target UCIs may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the open-ended target UCI or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the open-ended target UCIs themselves. As indicated under item (ii) above, the Board may decide to apply an appropriate discount on the NAV of target UCIs that invest primarily in private equity investments;

(iv) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof will be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(v) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market will mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market will be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the Board may deem fair and reasonable;

(vi) all other assets are valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Fund in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles.

(e) The Fund, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Fund for the purpose of the Net Asset Value calculation.

(f) For the purpose of determining the value of the Fund's assets, the Administrative Agent, having due regards to the standard of care and diligence in this respect, may exclusively, when calculating the Net Asset Value, rely upon the valuations provided (i) by the Board, (ii) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g., Bloomberg or Reuters) or administrators or investment managers of target UCI or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the Board.

(g) In such circumstances set out in item (f) above, the Administrative Agent shall not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Fund or any shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value and the Net Asset Value per share resulting from any inaccuracy in the information provided by the professional pricing sources, by the Board, by investment managers or administrative agents of target UCIs or by specialist(s) duly authorised to that effect by the Board.

(h) In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations to the Administrative Agent preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the Administrative Agent shall inform the Board thereof and the Administrative Agent shall obtain from it authorized instructions in order to enable it to finalise the computation of the Net Asset Value and the Net Asset Value per share. The Board may decide to suspend the Net Asset Value calculation, in accordance with the relevant provisions in the Memorandum and these Articles. In such circumstances, the Administrative Agent shall not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Fund or any shareholder. The Fund shall be responsible for notifying the suspension of the Net Asset Value calculation to the shareholders, if required, or for instructing the Administrative Agent to do so. If the Board does not decide to suspend the Net Asset Value calculation in a timely manner, it shall be liable for all the consequences of a delay



in the Net Asset Value calculation, and the Administrative Agent may inform the relevant authorities and the auditor in due course.

12.3 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant shares will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Fund.

12.4 For the purpose of this article 12,

(a) shares to be issued by the Fund will be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price thereof will be deemed to be an asset of the Fund;

(b) shares of the Fund to be redeemed (if any) will be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Fund the price thereof will be deemed to be a liability of the Fund;

(c) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Fund;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund will not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value will be estimated by the Board.

12.5 Allocation of assets and liabilities

(a) The assets and liabilities of the Fund will be allocated as follows:

(i) the proceeds to be received from the issue of shares of any Class will be applied in the books of the Fund to the Sub-fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount will increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class;

(ii) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund will be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-fund;

(iii) where any asset is derived from another asset, such asset will be attributable in the books of the Fund to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value will be applied to the relevant Class or Classes;

(iv) where the Fund incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund, such liability will be allocated to the relevant Class or Classes within such Sub-fund;

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability will be allocated to all the Classes pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Fund, the respective right of each Class will correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) such right will vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Memorandum;

(vi) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

12.6 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the latest Net Asset Value will be made available to Investors at the registered office of the Fund and the Administrative Agent as soon as it is finalised, as further set out in the Memorandum. The Fund may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Sub-fund/Class and any other currency at the discretion of the Fund in leading financial newspapers. The Fund cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the NAV per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any shares issued by the Fund;

(d) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Memorandum;

(e) if in respect of any Valuation Day the aggregate transactions in shares of all Classes of a Sub-fund result in a net increase or decrease of shares for that Sub-fund (relating to the cost of market dealing for that Sub-fund), a dilution levy may be applicable to the relevant transactions in the shares, as further described in the Memorandum resulting in an adjusted price being calculated. The dilution levy may increase the then applicable net asset value per share when the net

movement results in an increase of all shares of the Sub-fund and decrease the net asset value per share when it results in a decrease;

(f) with respect to the protection of Investors in case of Net Asset Value calculation error and the correction of the consequences resulting from non-compliance with the investment rules applicable to the Fund, the Board intends to comply with the principles and rules set out in CSSF circular 02/77 of 27 November 2002, subject to what is specified in the Memorandum.

12.7 The liabilities of the Fund will be deemed to include:

- (a) all loans, bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);
- (c) all accrued or payable administrative expenses;
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Board, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board; and
- (f) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Fund. In determining the amount of such liabilities, the Board will take into account all expenses payable and all costs incurred by the Fund.

**13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.** Suspension events.

13.1 The Fund may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any Sub-fund and/or the issue of the shares of such Sub-fund to subscribers and/or the redemption of the shares of such Sub-fund from its shareholders as well as conversions of shares of any Class in a Sub-fund:

- (a) when disposal of the assets of the Fund attributable to such Sub-fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders and when for any reason the Fund determines that such suspension is in the best interests of investors;
- (b) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of investments, transactions for the account of the Sub-fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets attributable to such Sub-fund cannot be effected at normal rates of exchange;
- (c) when the value of a substantial part of the investments of the Sub-fund or any intermediary vehicle may not be determined accurately or when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more target UCIs representing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund is suspended;
- (d) in accordance with, and in the circumstances set out under, article 12.2(h) au-dessus;
- (e) when the suspension is required by law or legal process;
- (f) when for any reason and in its absolute discretion the Board determines that such suspension is in the best interests of shareholders;
- (g) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Fund.

Notification and effects of suspension

13.2 Any such suspension will be notified by the Fund in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Fund will notify shareholders requesting redemption or conversion of their shares of such suspension. Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-fund.

13.3 Any request for subscription, redemption and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per share in the relevant Sub-fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund during the suspension period, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

**14. Art. 14. Management.**

14.1 The Fund will be managed by a board of directors of at least 3 (three) members (the Board). The directors of the Fund, either shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. The directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

14.2 When a legal entity is appointed as a director of the Fund (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he/she/it was performing this task for his/her/its own account and on his/her/its own behalf, without prejudice to the joint liability of him/her/it and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.4 Any member of the Board may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

14.5 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting.

#### **15. Art. 15. Meetings of the board.**

15.1 The Board will appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her/its absence, the other members of the Board will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or represented at such meeting.

15.2 The Board will meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting.

15.3 Written notice of any meeting of the Board will be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

15.4 No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice will not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his/her/its proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A director may represent more than one director, under the condition however that at least two directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the Companies Act. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting will not have a casting vote.

15.8 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution will be the date of the last signature.

#### **16. Art. 16. Powers of the board.**

16.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policy as determined in article 20 of these Articles, to the extent that such powers are expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting.

16.2 All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the General Meeting lie in the competence of the Board.

#### **17. Art. 17. Minutes of meetings of the board.**

17.1 The minutes of any meeting of the Board will be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting.

17.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or any two members of the Board.

#### **18. Art. 18. Delegation of powers.**

18.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who will have full authority to act on behalf of the Fund in all matters concerned with the daily management and affairs of the Fund.

18.2 The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Fund is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will

act with all discretion, but in the name and on behalf of the Fund, and may bind the Fund in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

18.3 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Fund.

18.4 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

18.5 The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Fund in all matters concerned with the daily management and affairs of the Fund in respect of one or more Sub-fund(s) or to act in a purely advisory capacity to the Fund in respect of one or more Sub-fund(s). The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees will be as set forth in the Memorandum.

#### **19. Art. 19. Binding signatures.**

19.1 The Fund will be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two member of the Board.

19.2 The Fund will further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Fund will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the article 18.1 above.

#### **20. Art. 20. Investment policy and restrictions.**

20.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes of shares within particular Sub-funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the Board in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

20.2 The Board will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Fund's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

(a) the borrowings of the Fund or any Sub-fund thereof and the pledging of its assets; and

(b) the maximum percentage of the Fund or a Sub-fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Sub-fund) may acquire.

20.3 The Board, acting in the best interests of the Fund, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Fund or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

20.4 A Sub-fund (the Investing Sub-fund) may invest in one or more other Sub-funds. Any acquisition of shares of another Sub-fund (the Target Sub-fund) by the Investing Sub-fund is subject to the following conditions (and such other conditions as may be applicable in accordance with the terms of the Memorandum):

(a) the Target Sub-fund may not invest contemporaneously in the Investing Sub-fund;

(b) the voting rights attached to the shares of the Target Sub-fund are suspended during the investment by the Investing Sub-fund;

(c) the value of the shares of the Target Sub-fund held by the Investing Sub-fund are not taken into account for the purpose of assessing the compliance with the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

#### **21. Art. 21. Indemnification.**

21.1 The members of the Board are entitled to be indemnified, out of the relevant Sub-fund's assets against any and all liabilities, obligations, losses, damages, fines, taxes and interest and penalties thereon, claims, demands, actions, suits, proceedings (whether civil, criminal, administrative, investigative or otherwise) and litigation costs, expenses and disbursements (including legal and accounting fees and expenses, costs of investigation and sums paid in settlement) which may be imposed on, incurred by, or asserted at any time against them in any way related to or arising out of the Board members being involved in the business of the relevant Sub-fund, provided that no Director will be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

21.2 In the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. To assess whether or not indemnification will be provided in these circumstances, the Fund will be advised by counsel selected in good faith. The foregoing right of indemnification will not exclude other rights to which such person may be entitled

#### **22. Art. 22. Meetings of shareholders.**

22.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Fund or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Friday in May of each year at 12:00 (Luxembourg time). If such day is not a Luxembourg business day, the annual General Meeting will be held on the following Luxembourg business day.

22.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

22.3 Other meetings of the shareholders of the Fund may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

22.4 To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of shareholders to participate in the meeting will be determined by reference to their holding as at the Record Date.

### **23. Art. 23. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and vote.**

23.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

23.2 The Board may convene a General Meeting at any time. It will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Fund at least 5 (five) business days before the relevant General Meeting.

23.3 All the shares of the Fund being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

23.4 Each share is entitled to one vote, subject to the provisions of articles 7 and 11.

23.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

23.6 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Fund. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice will reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting will validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

23.7 The nationality of the Fund may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

23.8 Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class of shares vis-à-vis those of any other Class of shares will only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Act.

23.9 A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who need not be a shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

23.10 If all the shareholders of the Fund are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

23.11 The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iii) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Fund forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

23.12 Before commencing any deliberations, the shareholders will elect a chairman of the General Meeting. The chairman will appoint a secretary and the shareholders will appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

23.13 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any shareholder who wishes to do so.

23.14 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

### **24. Art. 24. General Meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares.**

24.1 The shareholders of the Classes of shares issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

24.2 In addition, the shareholders of any Class of shares may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class of shares.

24.3 The provisions of article 23 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

**25. Art. 25. Auditors.**

25.1 The accounting information contained in the annual report of the Fund will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Fund.

25.2 The auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

**26. Art. 26. Liquidation or Merger of sub-funds or classes of shares.**

26.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund or the value of the net assets of any Class or sub-class within a Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board or its delegate to be the minimum level for such Sub-fund, or such Class or sub-class, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the Investors of such Sub-fund the conversion of their shares into shares of another Sub-fund under terms fixed by the Board or to redeem all the shares of the relevant Class or Classes (or sub-class(es)) at the Net Asset Value per share (taking into account actual realisation prices of Investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. The Fund will serve a notice to the Investors of the relevant Class or Classes (or sub-class(es)) of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Investors will be notified in writing.

26.2 In addition, the General Meeting of any Class or sub-class or of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class or sub-class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the NAV calculation day at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such General Meeting, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

26.3 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund, Class or sub-class.

26.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the termination or merger will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

26.5 All redeemed shares will be cancelled.

26.6 Under the same circumstances as provided by article 26.1, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Fund or to another UCI organised under the provisions of the 2007 Act or of Part II of the Luxembourg act of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other UCI (the New Sub-fund) and to redesignate the shares of the Sub-fund concerned as shares of another Sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

26.7 Notwithstanding the powers conferred to the Board by article 26.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Fund may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

26.8 Furthermore, in other circumstances than those described in article 26.1, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another undertaking for collective investment referred to in article 26.1 or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment will require a resolution of the shareholders of the Class (or sub-class) or Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

**27. Art. 27. Fiscal year.** The fiscal year of the Fund will begin on 1 January and terminate on 31 December of each year.

**28. Art. 28. Application of income.**

28.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing Class of shares, and may declare, or authorise the Board to declare, distributions.

28.2 For any Class of shares entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

28.3 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

28.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

28.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

28.6 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeit and revert to the Class(es) of shares issued in the respective Sub-fund.

28.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

### **29. Art. 29. Custodian.**

29.1 The Fund will enter into a custodian bank agreement with a bank or savings institution which will satisfy the requirements of the 2007 Act (the Custodian) who will assume towards the Fund and its shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian bank agreement.

29.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the Board will within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the directors will appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board will have power to terminate the appointment of the Custodian but will not remove the Custodian unless and until a successor custodian will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

### **30. Art. 30. Winding up.**

30.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

30.2 In the event of a voluntary liquidation, the Fund will, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Fund will be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, will be appointed by a General Meeting, which will determine their powers and compensation.

30.3 Should the Fund be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the Companies Act. The liquidation report will be audited by the Auditor or by an ad hoc external auditor appointed by the Investors meeting.

30.4 If the Fund were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be applicable.

30.5 If the total net assets of the Fund falls below two-thirds of the minimum capital prescribed by law (i.e. EUR1,250,000), the Board must submit the question of the Fund's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed and which will pass resolutions by simple majority of the shares represented at the meeting.

30.6 If the total net assets of the Fund fall below one-fourth of the minimum capital prescribed by law, the Board must submit the question of the Fund's dissolution to a General Meeting for which no quorum is prescribed. A resolution dissolving the Fund may be passed by shareholders holding one-fourth of the shares represented at the meeting.

30.7 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the date of ascertainment that the net assets have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

30.8 The issue of new shares by the Fund will cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Fund will be proposed. The proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, will be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by investors at the end of the liquidation process will be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

### **31. Art. 31. Applicable law.**

31.1 All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2.

#### *Transitory provisions*

The first financial year will begin today and it will end on 31 December 2015.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

#### *Subscription and payment*

The Articles having thus been established, the Sole Shareholder, prenamed, has subscribed to three hundred and ten (310) shares.

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the Fund, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Statement and Estimate of Costs*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which will be borne by the Fund as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-

*Extraordinary general meeting*

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and considering itself as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the shareholder passed the following resolutions by unanimous vote:

1. the number of directors is set at 7 (seven) and the following persons are appointed as directors of the Fund, ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016:

- Simon Fraser, born on 1 May 1959 in Edinburgh, Scotland, with professional address at The Cedars, Bordyke, Tonbridge TN9, United Kingdom;

- Marc Affolter, born on 21 December 1973 in Chêne-Bougeries, Geneva, Switzerland, with professional address at rue Saint Ours 4, 1205 Geneva, Switzerland;

- Marie-Christine Jaeger-Firmenich, born on 19 September 1954 in Geneva, Switzerland, with professional address at Stutzhaltenstrasse 7, 8834 Schindellegi, Switzerland;

- Chiquita Harding, born on 22 April 1955 in Denekamp, The Netherlands, with professional address at Store Kongensgade 32, 4, 1264 Copenhagen, Denmark;

- Marius Kerdel, born on 26 October 1973 in Utrecht, The Netherlands, with professional address at Laan van Roos en Doorn 4c, 2514 BD Den Haag, The Netherlands;

- Harald Lundén, born on 12 August 1955 in Arsta, Stockholm, Sweden, with professional address at Östermalmsgatan 87c, SE-114 59 Stockholm, Sweden;

- Nicolas ver Hulst, born on 21 August 1953 in Versailles, France, with professional address at 49 avenue Hoche, 75008 Paris, France;

2. KPMG Luxembourg S.à r.l., with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, is appointed as external auditor of the Fund for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2016;

3. the Fund's registered office is established at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded only in English and that pursuant to article 26(2) of the 2007 Act, the present deed, drawn-up in English, need not and will not be followed by a translation into an official language of the Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notary deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62294. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015005767/894.

(150005577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2015.

**Seemy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 167.380.

L'an deux mille quatorze,

le onze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Seemy S.A., avec siège social à L-2550 Luxembourg, 14, Avenue du X Septembre, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.380 (NIN 2012 2203 299),



constituée suivant acte de scission reçu par le notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 31 janvier 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 713 du 17 mars 2012, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 15 avril 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1547 du 28 juin 2013,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par deux cent dix (210) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Madame Carine REMOGNA, Responsable Comptable, demeurant à F-54560 Audun-le-Roman, 2, rue de la Fontaine,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Mariette SCHOU, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Madame la Présidente expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1.- Mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur.
- 3.- Détermination de ses pouvoirs.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparantes et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société Seemy S.A. avec effet à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer Monsieur Pierre LESLUYES, Directeur Gestion Finances, demeurant à F-13120 Gardanne, 111, Chemin des Lavandes, comme liquidateur de la société.

*Troisième résolution*

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, Madame la Présidente lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes de tout ce qui précède, ces derniers, toutes connues du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: C. REMOGNA, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2491. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): J.-M. MINY.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204833/53.

(140228584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

**P2 German Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 173.726.

In the year two thousand thirteen, on the thirty-first day of the month of December..

Before Maître Edouard DELOSCH, notary, residing at Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. PK2 HOLDING COMPANY LIMITED, having its registered office in Paragon House, 95-97, Halkett Place, St Helier, Jersey JE2 4WH, Channel Islands, registered with the Companies Registry of Jersey under number 109224,

2. Delphin Treuhand GmbH, having its registered address at Huyssenallee 44, 45128 Essen, Germany, registered with the Companies Registry of Essen under number HRB16293,

here represented by Mr. Julien GRANGER, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxies dated 19 December 2014.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that they are the sole actual shareholders of P2 German Logistics S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated by a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on 19 December 2012, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 331 of 11 February 2013 and whose articles of incorporation have never been amended;

- that the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

#### *Agenda*

- 1. To change the financial year of the Company and to amend subsequently the article 20 of the article of incorporation from "the financial year of the Company shall begin on the first day of October of each year and shall terminate on the thirtieth day of September of the next year" to "the financial year begins on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31" of each year";

- 2. Subject to the above change, (i) to end the current financial year of the Company on 31 December, 2014, (ii) to resolve that a new financial year began exceptionally on 31 December 2014 and will end on 31 December 2014;

- 3. Miscellaneous.

- that the shareholders has taken the following resolutions:

#### *First resolution*

The shareholders decides to change the financial year of the Company and to amend subsequently the article 20 of the articles of association of the Company so as to henceforth read as follows:

“ **Art. 20. Financial Year.** the financial year begins on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31 “of each year”.

#### *Second resolution*

The shareholders decides that new financial year will begin exceptionally on 31 December 2014 and will end on 31 December 2014.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mil quatorze, le trente-et-unième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

1. PK2 HOLDING COMPANY LIMITED, ayant son siège social à Paragon House, 95-97, Halkett Place, St Hélier, Jersey JE2 4WH, Iles Anglo-Normandes, inscrite au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 109224,

2. Delphin Treuhand GmbH, ayant son siège social à Huyssenallee 44, 45128 Essen, Allemagne, inscrite au Registre des Sociétés de Essen sous le numéro HRB16293,

ici représentées par Monsieur Julien GRANGER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privés, datée du 19 décembre 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit-est, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elles sont les seules et uniques associées de la société P2 German Logistics S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte de Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché du Luxembourg,

du 19 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 11 février 2013, numéro 331 dont les statuts n'ont encore jamais été modifiés.

- que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

- 1. Modifier l'année sociale de la Société et amender en conséquence l'article 20 des statuts de «l'exercice social commencera le premier octobre de chaque année et se terminera le trente septembre de l'année suivante» à «l'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année»;
- 2. Sous réserve de la modification ci-dessus, (i) clôturer l'année sociale en cours au 31 décembre 2014, (ii) décider qu'une nouvelle année sociale a commencé le 31 décembre 2014 et se terminera le 31 décembre 2014;
- 3. Divers. Que l'associée unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associées décident de modifier l'année sociale de la Société et de modifier en conséquence l'article 20 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 20. Exercice Social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.»

*Seconde résolution*

Les associées décident qu'une nouvelle année sociale commencera le 31 décembre 2014 et se terminera le 31 décembre 2014.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des même comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: J. GRANGER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 janvier 2014. Relation: DAC/2015/7. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 06 janvier 2015.

Référence de publication: 2015003353/97.

(150002208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2015.

---

**Sonora Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 124.140.

**Sonora Mozambique S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 173.488.

**Sonora Maroc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 174.178.

**Sparks Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 173.413.

L'an deux mille quatorze,

le trente décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

la société «LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.», en abrégé «INTERCONSULT», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg; représentée aux fins des présentes par:

a) Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Madame Carine AGOSTINI, employée privée, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe,

laquelle société «INTERCONSULT», agissant en sa qualité de mandataire spéciale du conseil d'administration, respectivement du conseil de gérance de:

I.- la société «SONORA HOLDINGS S.A.» une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 124 140, constituée originairement sous la dénomination de «GAVAZZA S.A.» avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en mille (1'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31.- EUR) chacune et entièrement libérées, suivant acte notarié dressé en date du 15 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), le 12 avril 2007, sous le numéro 593 et page 28438 et dont les statuts furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 23 août 2012, publié au Mémorial, le 11 octobre 2012, sous le numéro 2528 et page 121324,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 22 décembre 2014;

II.- la société «SONORA MOZAMBIQUE S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 173 488, constituée avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune et entièrement libérées, suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 05 décembre 2012, publié au Mémorial, le 18 janvier 2013, sous le numéro 129 et page 6151 et dont les statuts ne furent jamais modifiés depuis lors,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 22 décembre 2014;

III.- la société «SONORA MAROC S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 174 178, constituée avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune et entièrement libérées, suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 31 décembre 2012, publié au Mémorial, le 05 mars 2013, sous le numéro 536 et page 25695 et dont les statuts ne furent jamais modifiés depuis lors,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 22 décembre 2014; et

IV.- la société «Sparks Asset Management S.à r.l.», une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 173 413, avec un capital social souscrit de QUATRE CENT MILLE EUROS (400'000.- EUR) divisé en quatre mille (4'000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune et entièrement libérées, constituée originairement sous les lois des Iles Vierges Britanniques, le 14 mars 2001 et dont le siège social statutaire, de direction et le principal établissement furent transférés au Grand-Duché de Luxembourg, suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 05 décembre 2012, lequel acte fut régulièrement publié au Mémorial, le 25 janvier 2013, sous le numéro 183 et page 8776,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil de gérance, prise lors de sa réunion du 22 décembre 2014.

Une copie certifiée du procès-verbal de chacune de ces réunions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Ladite personne comparante, agissant en sa quadruple qualité prémentionnée, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion plus amplement spécifiée ci-après:

## PROJET DE FUSION

### 1) Sociétés fusionnantes:

- la société «SONORA HOLDINGS S.A.» une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 124 140, constituée originairement sous la dénomination de «GAVAZZA S.A.» avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en mille (1'000) actions ordinaires d'une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31.- EUR) chacune et entièrement libérées,

(ci-après appelée: «la société absorbante»).

- la société «SONORA MOZAMBIQUE S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 173 488, constituée avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune et entièrement libérées;

- la société «SONORA MAROC S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 174 178, constituée avec un capital social souscrit de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune et entièrement libérées; et

- la société «Sparks Asset Management S.à r.l.», une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 173 413, avec un capital social souscrit de QUATRE CENT MILLE EUROS (400'000.- EUR) divisé en quatre mille (4'000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune et entièrement libérées,

(ensemble ci-après appelées: «les sociétés absorbées»).

2) La société absorbante est titulaire des deux (200) actions et des quatre mille (4'000) parts sociales, soit la totalité des actions et parts sociales représentant l'intégralité du capital des sociétés absorbées soit cent (100) actions pour la société «SONORA MOZAMBIQUE S.A.», cent (100) actions de la société «SONORA MAROC S.A.» et quatre mille (4'000) parts sociales de la société «Sparks Asset Management S.à r.l.» et détient ainsi la totalité des droits de vote des sociétés absorbées.

3) Les sociétés fusionnantes n'ont émis ni actions ni parts sociales conférant des droits spéciaux, ni titres autres que des actions et des parts sociales.

4) La société absorbante propose d'absorber les sociétés absorbées par voie de fusion par absorption suivant les dispositions des articles 278 à 280 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite.

5) A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, toutes les opérations des sociétés absorbées seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante «SONORA HOLDINGS S.A.».

6) Aucun avantage particulier n'est conféré aux membres des conseils d'administration, au commissaire aux comptes ni aux membres du conseil de gérance des sociétés qui fusionnent.

7) A partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous), la fusion entraînera de plein droit la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif des sociétés absorbées à la société absorbante. De même, à partir de cette même date, tous les droits et obligations des sociétés absorbées vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la société absorbante. La société absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement des sociétés absorbées. Les droits et créances des sociétés absorbées seront transférés à la société absorbante avec l'intégralité des sûretés, soit in rem soit personnelles, y attachées.

8) La société absorbante exécutera à partir de la Date de Réalisation tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, des sociétés absorbées tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers des sociétés absorbées et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

9) Tous les actionnaires de la société absorbante ont le droit, durant un (1) mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial de prendre connaissance des documents indiqués à l'article 267, alinéa (1) a), b) et c) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Ils auront le droit d'obtenir copie desdits documents, sans frais et sur simple demande.

10) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins cinq pour cent (5%) des actions du capital souscrit a/ont le droit de requérir pendant un délai d'un (1) mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial, la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

11) Sous réserve du droit des actionnaires de la société absorbante tels que décrits sous les points 9) et 10) ci-dessus, la fusion deviendra effective et définitive un (1) mois après la publication de ce projet de fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date de Réalisation») et conduira simultanément aux effets tels que prévus par l'article 274 de la Loi.

12) Les mandats des administrateurs, du commissaire aux comptes et des gérants des sociétés absorbées prendront fin à la date de la fusion et décharge leur sera accordée pour les fonctions respectives.

13) Les livres et documents des sociétés absorbées seront conservés pendant une durée de cinq (5) ans au siège de la société absorbante.

14) Par effet de la fusion, les sociétés absorbées cesseront d'exister de plein droit et les deux cents (200) actions ordinaires des sociétés «SONORA MOZAMBIQUE S.A.», «SONORA MAROC S.A.» respectivement les quatre mille (4'000) parts sociales ordinaires de la société «Sparks Asset Management S.à r.l.», émises seront toutes annulées.

Conformément à l'article 271 (1) et (2) de la loi précitée du 10 août 1915, telle que modifiée, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes et du présent projet de fusion.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentantes de la mandataire, connues du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ces dernières ont signé le présent acte avec Nous le notaire instrumentant.

Signé: A. SCARCELLI, C. AGOSTINI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 6 janvier 2015. Relation: EAC/2015/387. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015004879/148.

(150003983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2015.

**Hoist Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 159.417.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth December  
Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette,  
appeared:

Mrs. Zoë Leath RYAN, born in Washington D.C. (USA) on the 7<sup>th</sup> September 1973, residing in 164 Market Street, Suite 237, Charleston, SC 29401 (USA),

here represented by:

Mr Anthony THILLMANY, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The above mentioned proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party declared the following and requested the notary to act:

1. Hoist Media S.à r.l. (The Company) having its registered office at 10A rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade register under the number B159417 incorporated by a deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 10<sup>th</sup> March 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1184 of 1<sup>st</sup> June 2011

2. The appearing party is the owner of twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid, representing the entire outstanding share capital of The Company

3. The appearing party declares having full knowledge of the financial standing and position of The Company

4. The appearing party as the sole shareholder makes an explicit declaration to proceed with the dissolution of The Company

5. The appearing party declares that all the liabilities of The Company have been paid and that all assets of The Company have been received or will be received and all outstanding liabilities (if any) of The Company will be assumed by the appearing party after its dissolution, and the appearing party declares that consequently the liquidation of The Company is completed

6. The appearing party gives discharge to all managers of The Company in respect of the performance of their duties up to this date

7. The shares of the Company shall be cancelled

8. The corporate books and accounts of The Company will be kept for a period of five years at L-2530 Luxembourg 10A rue Henri M. Schnadt.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

After the document had been read, the aforementioned appearing party signed the present original deed with me, the undersigned notary.

### Suit la traduction du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Madame Zoë Leath RYAN, née à Washington D.C. (USA) le 7 septembre 1973, demeurant à 164 Market Street, Suite 237, Charleston, SC 29401 (USA),

Ici représenté par:

Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé,

La procuration susmentionnée, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Le comparant a déclaré et a requis le notaire d'acter:

1. Que «HOIST MEDIA S.à r.l.» ("la Société"), ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 159.417, a été constituée suivant acte notarié de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 10 mars 2011 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 01 juin 2011, numéro 1184.

2. Que le comparant est le propriétaire de 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, représentant l'entière du capital émis de la Société.

3. Que le comparant déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société.

4. Que le comparant en tant qu'associé unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

5. Que le comparant déclare que le passif de la Société a été apuré et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société et reconnaît qu'il sera tenu des obligations (le cas échéant) de la Société après sa dissolution et le comparant déclare en conséquence que la liquidation de la Société doit être clôturée.

6. Que décharge pleine et entière est accordée par le comparant aux gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

7. Qu'il sera procédé à l'annulation des parts de la Société.

8. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette. Les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais et sur décision du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture, le comparant prémentionné a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: THILLMANY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/12/2014. Relation: EAC/2014/17514. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014204301/83.

(140227345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

### **Future Entertainment S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 145.414.

### CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 10 décembre 2014, enregistré à Luxembourg A.C., le 11 décembre 2014, LAC/2014/5960, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de "FUTURE ENTERTAINMENT S.à r.l. (en liquidation)", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 145.414, ayant son siège

social au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné, en date du 19 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 791 du 11 avril 2009 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 145.414. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement du notaire soussigné, suivant acte du 3 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2489 du 16 septembre 2014.

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire instrumentaire en date du 30 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1309 du 25 mai 2012.

L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, Madame Sabine PERRIER, demeurant professionnellement au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg et au commissaire à la liquidation, Madame Sylvaine AUBARD, demeurant professionnellement au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au moins au siège social, au 124, Boulevard de la Pétrusse, L - 2330 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 21 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204200/34.

(140228777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

---

#### **CORDET Carry & Co-Invest GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 189.427.

Par résolutions prises en date du 12 décembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Guillaume Sadler, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Sandrine Goiris, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203097/15.

(140226849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

#### **CIEP III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 186.327.

Il a été décidé lors d'une réunion du conseil de gérance en date du 9 décembre 2014, d'accepter les démissions de:

- Monsieur Guy Harles, résidant professionnellement au 14, rue Erasme L-2010 Luxembourg avec effet au 28 novembre 2014;

- Monsieur David Pearson, résidant professionnellement au 1001 Pennsylvania Avenue, MW, Washington, DC 20004-2505, United States of America avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Décembre 2014.

CIEP III S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014203082/16.

(140226736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---